Projet de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal modifié du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes, à ceux des fonctionnaires de l'État.

Avis du Conseil d'État

(25 novembre 2014)

Par dépêche du 29 octobre 2014, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Intérieur.

Au texte du projet de règlement grand-ducal étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles ainsi qu'une fiche financière. La fiche d'évaluation d'impact n'était pas jointe, contrairement aux instructions en la matière, rappelées encore dans la circulaire de la ministre aux Relations avec le Parlement du 9 août 2011¹.

Au jour de l'adoption du présent avis, le Conseil d'État ne dispose pas encore de la prise de position de la Chambre des fonctionnaires et employés publics.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis s'inscrit dans l'exécution du programme du Gouvernement, intitulé « Budget d'une Nouvelle Génération », tendant, entre autres, à réaliser des économies substantielles sur les dépenses publiques, en vue d'assainir durablement les finances publiques.

Il a pour objet de supprimer pour l'avenir la prise en charge par l'État des trois quarts des frais résultant pour les communes des majorations biennales et des majorations indiciaires des traitements de leurs fonctionnaires affectés aux services des secrétariats et des recettes des diverses administrations communales.

Le principe de la prise en charge de ces frais par l'État remonte, historiquement, à l'article 5, alinéa 2 de la loi modifiée, actuellement abrogée, du 28 juillet 1954 portant révision générale des traitements et pensions des fonctionnaires et employés des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes et syndicats de communes.

¹ Circulaire 501 du 9 août 2011 de la ministre aux Relations avec le Parlement: « 2. Procédure de saisine du Conseil d'État et transposition de directives européennes », p. 4.

Actuellement, la disposition à abroger est prévue à l'article 4, paragraphe 2 du règlement grand-ducal précité du 4 avril 1964. Depuis l'abrogation par la loi du 25 juillet 1990 modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux de la loi précitée du 28 juillet 1954, laquelle constituait la base légale du règlement grand-ducal précité du 4 avril 1964, celui-ci trouve une base légale de substitution dans la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

La mesure envisagée par le projet de règlement grand-ducal sous avis dégrève le budget de l'État pour l'avenir d'une charge récurrente qui, selon l'exposé des motifs, s'élevait pour l'exercice budgétaire 2014 à 14,1 millions d'euros, et qui devra désormais être supportée par les caisses communales.

Examen des articles

Préambule

Il est indispensable qu'au moment de l'adoption du règlement grand-ducal en projet, le Gouvernement dispose de la prise de position sollicitée de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, sous peine d'exposer le futur règlement grand-ducal à la sanction de l'article 95 de la Constitution.

Article I^{er}

Il y a lieu d'écrire « Art. I^{er} » au lieu de « Art. I. ». Le tiret inséré entre le numéro de l'article et son libellé doit être supprimé. Cette dernière observation vaut également pour les autres articles.

Article II

Afin de rester conforme aux usages légistiques, le libellé de l'article sous avis doit être reformulé pour prendre la teneur suivante : « Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015 ». Le Conseil d'État renvoie encore à son observation formulée à l'endroit de l'article I^{er}.

Article III

Cet article n'appelle pas d'observation, sauf à renvoyer à l'observation formulée à l'endroit de l'article I^{er}.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 25 novembre 2014.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen